

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE

**Point 12 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/12-B
13 octobre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM EN MATIÈRE DE SYSTÈMES D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Calendrier de la stratégie: 2012–2017

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, ODX*: Mme V. Guarnieri tél.: 066513-3286

Chef, ODXF**: Mme J. Luma tél.: 066513-2168

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des programmes

** Service de l'analyse de la sécurité alimentaire

RÉSUMÉ

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont élaboré ensemble la présente stratégie conjointe en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette stratégie manifeste leur volonté d'aider les États Membres, dans le cadre aussi bien du développement que des situations d'urgence, à renforcer la collecte, la gestion, l'analyse, la diffusion et l'utilisation de données et d'informations utiles à la conception et la mise en œuvre de politiques et programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en tenant compte des questions de parité et en s'attaquant aux inégalités sociales.

La Stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle:

- traduit la détermination des deux organismes de suivre la stratégie à deux volets élaborée vis-à-vis de la lutte contre la faim;
- répond à la demande croissante d'analyses approfondies des facteurs sous-jacents ou nouveaux qui ont une incidence sur les systèmes de subsistance fragiles et entraînent insécurité alimentaire et malnutrition aiguës et chroniques, y compris les inégalités entre les sexes au niveau de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire;
- représente une approche axée sur les usagers de la fourniture de services d'information et d'un appui au renforcement des capacités au niveau national et régional; et
- répertorie les avantages comparatifs de la FAO et du PAM et les synergies entre eux pour ce qui est de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La stratégie conjointe va dans le sens de l'aspiration ci-après:

"La FAO et le PAM travailleront ensemble pour promouvoir des décisions touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle fondées sur des éléments probants, en renforçant la capacité des acteurs nationaux et régionaux d'entreprendre en temps utile des évaluations et des analyses fiables et pertinentes, et pour devenir la référence mondiale en matière de normes, de statistiques et d'informations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle."

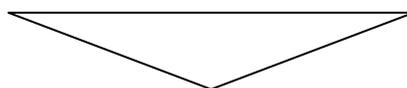
Pour ce faire, des activités seront mises en œuvre, relevant de quatre piliers complémentaires:

- i) renforcement des capacités à l'appui des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des États Membres;
- ii) élaboration de normes, méthodes et outils pour les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle;

- iii) suivi et évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays; et
- iv) production de statistiques, de données et d'analyses sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (biens collectifs mondiaux).

La mise en œuvre de la Stratégie conjointe mettra l'accent sur la prise en main des activités par les instances nationales et le rôle de direction de celles-ci en la matière. Des mécanismes favorisant la collaboration, l'amélioration de la communication et la création de partenariats ont également été recensés. Les principes directeurs de la stratégie mettent notamment en avant la nécessité de placer systématiquement les gouvernements au cœur des processus de planification et de décision. Une priorité particulière est accordée au fait de garantir la complémentarité avec les politiques et pratiques des partenaires, y compris les gouvernements nationaux, les institutions régionales, les organisations non gouvernementales et les universités.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle" (WFP/EB.2/2011/12-B).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

RAISON D'ÊTRE ET OBJECTIF DE LA STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM

1. Le présent document contient le cadre stratégique au sein duquel la FAO et le PAM cherchent à coordonner et réorienter leurs travaux au niveau mondial, et à rediriger les investissements vers les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN) administrés par des institutions nationales et régionales. La Stratégie conjointe est pleinement conforme aux stratégies institutionnelles de la FAO et du PAM en matière de SISAN.
2. Les stratégies relatives aux SISAN ont été en partie élaborées pour donner suite à l'évaluation thématique conjointe des systèmes d'information pour la sécurité alimentaire conduite par la FAO et le PAM en 2009¹. Elles traitent de certains points soulevés lors de l'évaluation, qui avaient donné lieu aux recommandations suivantes: i) fournir un appui efficace aux États Membres et à la communauté internationale en matière de mise au point de SISAN; ii) mieux cibler les interventions menées à l'échelle organisationnelle pour faire face aux menaces connues ou nouvelles pesant sur la sécurité alimentaire; iii) renouveler les engagements en faveur de la fourniture en temps utile de produits et services fiables en fonction de la demande; et iv) améliorer les voies de communication internes et externes.
3. La Stratégie conjointe appuie les plans stratégiques et les mandats du PAM et de la FAO, qui reconnaissent qu'il est essentiel de disposer de SISAN efficaces pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et plus spécifiquement l'OMD 1. Elle reflète la volonté de privilégier une action sur deux fronts pour lutter contre la faim, en s'attaquant à la fois à la faim aiguë résultant de crises survenant brutalement et à la faim chronique².

Questions nouvelles et existantes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

4. La Stratégie conjointe constitue un effort commun de la FAO et du PAM pour concevoir des systèmes d'information rapides et efficaces susceptibles de traiter à la fois les questions existantes et les problèmes naissants qui risquent d'aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour renforcer lesdits systèmes. Il s'agit notamment mais non exclusivement des points ci-après:
 - **Changement climatique.** On s'attend à ce que le changement climatique accentue la variabilité de la production alimentaire ainsi que les risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes qui pèsent sur la vie et les moyens de subsistance, provoquant souvent des perturbations sur les marchés alimentaires locaux et mondiaux; les pays et les populations plus pauvres menacés par l'insécurité alimentaire compteront parmi ceux qui seront le moins à même de faire face à ces phénomènes.

¹ PAM/FAO. 2009. "Rapport succinct de l'évaluation thématique conjointe de l'appui de la FAO et du PAM aux systèmes d'information pour la sécurité alimentaire" (WFP/EB.1/2010/7-B).

² FAO/FIDA/PAM. 2002. Réduction de la pauvreté: Le rôle déterminant du financement de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/DOCREP/003/Y6265F/Y6265F00.HTM>

- **Volatilité des marchés.** Les prix des produits alimentaires dans la plupart des pays à faible revenu et à déficit vivrier se maintiennent au-dessus du niveau d'avant la crise de 2008³. De nombreux pays doivent faire face à des factures d'importations vivrières très élevées et aux incertitudes entourant les prix futurs, au niveau des marchés des intrants comme des produits.
- **Malnutrition en milieu urbain.** La majorité de la population mondiale vit dans des zones urbaines. Le milliard de personnes qui vit dans des implantations informelles et des bidonvilles se heurtent à des problèmes particuliers en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, comme les coûts élevés des transactions et du transport et une plus grande dépendance à l'égard des aliments préparés et des achats en espèces.
- **Viabilité des régimes alimentaires.** L'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes, l'évolution des préférences des consommateurs et la croissance démographique compromettent la disponibilité d'aliments nutritifs, l'accès à ceux-ci et la résilience du système alimentaire, et menacent les moyens de subsistance.
- **Menaces transfrontalières.** Les situations d'urgence liées à la chaîne alimentaire, notamment celles de nature transfrontalière, mettent en danger la santé humaine, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'activité économique⁴.
- **Juste équilibre biocarburants–alimentation.** En raison de l'accroissement de la demande de biocarburants, on peut craindre qu'une réaffectation des ressources accentue la volatilité des prix des produits alimentaires, exacerbe la lutte pour les terres arables et compromette les stocks de vivres mondiaux⁵.
- **Préoccupations liées à la problématique hommes-femmes.** Dans de nombreux contextes, les femmes ont moins facilement accès aux avoirs, aux ressources et aux services que les hommes, ce qui nuit à la productivité agricole, à la sécurité alimentaire et au développement économique⁶. Pour garantir l'équité du traitement des deux sexes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les programmes et politiques doivent prendre en compte les rôles multiples joués par les femmes.

Rôle de la FAO et du PAM à l'appui des travaux des SISAN au niveau mondial

5. La présente Stratégie conjointe vise à officialiser et renforcer les rôles concertés du PAM et de la FAO en appuyant les travaux des SISAN et les initiatives connexes au niveau mondial, et à faciliter les partenariats avec les parties prenantes du domaine de la sécurité alimentaire. Ainsi, la FAO et le PAM sont membres du Comité permanent interorganisations, du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et du module de la nutrition, et avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), ils appuient conjointement le Secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire

³ FAO/PAM. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Rome.

⁴ Bulletin du Directeur général de la FAO. Cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire. Juillet 2010.

⁵ FAO. 2008. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. 2008. Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives*.

⁶ FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–2011: Le rôle des femmes dans l'agriculture*.

mondiale. En outre, le Comité permanent de la nutrition et l'initiative "Renforcer la nutrition" sont des tribunes internationales primordiales dans le domaine de la nutrition avec lesquelles il convient de travailler. La FAO et le PAM sont tous les deux prêts à assumer des rôles de chef de file, avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), au sein du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire qu'il est proposé de créer, et à fournir des ressources pour sa mise en place et son fonctionnement. Ils participent activement au Système d'information sur les marchés agricoles approuvé par le G-20 en juin 2011, dans le but de renforcer l'échange d'informations et la transparence parmi les acteurs clés des marchés agricoles et alimentaires.

6. **Sensibilisation et liens institutionnels.** La FAO dispose d'une vaste représentation nationale du fait qu'elle compte 192 États Membres⁷. Ses effectifs pluridisciplinaires mettent à profit les compétences spécialisées disponibles au Siège et dans un réseau de bureaux décentralisés, qui englobe également 70 Unités des opérations d'urgence et de réhabilitation et de la coordination comptant 130 analystes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui appuient les SISAN nationaux et régionaux, déclenchent des alertes rapides, et analysent et diffusent des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La présence du PAM sur le terrain dans plus de 70 pays exposés à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes et son réseau de 150 personnes responsables de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, qui se chargent des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition, permettent au Programme de mettre directement en œuvre des activités liées aux SISAN au niveau national et infranational. Les capacités conjuguées des deux organismes appuient les programmes nationaux en matière de sécurité alimentaire.
7. **Compétences techniques.** La FAO dispose de solides compétences en matière de gestion et d'analyse de données et de statistiques concernant l'alimentation, l'agriculture et la nutrition au service de l'élaboration de politiques et de programmes, y compris à la faveur d'études ayant des perspectives à long terme. S'y ajoutent des spécialisations en matière d'analyse des échanges commerciaux et des marchés ainsi que de la problématique hommes-femmes, d'emploi rural, d'agrométéorologie, de télédétection, d'analyse géospatiale, de suivi de l'état des cultures et du bétail, et de gestion des risques de catastrophe. Le PAM a quant à lui de vastes compétences en matière de conception et de gestion des évaluations et des enquêtes sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des ménages et des communautés, pour lesquelles il utilise des techniques de pointe et des approches quantitatives et qualitatives, ce qui lui confère une position privilégiée pour collecter et analyser efficacement des données en temps réel avec des partenaires locaux. Pour faire face à la récente volatilité des prix au niveau mondial, la FAO a renforcé ses capacités de suivi des prix sur le plan international, tandis que le PAM se concentre sur l'analyse des marchés et des prix au niveau infranational et sur leurs liens avec la sécurité alimentaire des ménages.
8. **Situations d'urgence et de développement.** Le PAM et la FAO se sont forgé des compétences complémentaires en matière de préparation aux situations d'urgence à court et à moyen terme, d'atténuation de leurs effets, d'intervention face à celles-ci, de redressement, de remise en état et de développement. La FAO s'est dotée de compétences spécialisées en matière de gestion des risques de catastrophe et d'intervention en cas de situation d'urgence touchant différents systèmes de subsistance dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, y compris, plus spécifiquement, dans les sous-secteurs

⁷ La FAO compte également une Organisation Membre, la Communauté européenne, et un Membre Associé, les îles Féroé.

des cultures, de l'élevage, des pêches, de la foresterie et des ressources naturelles, ainsi que des marchés et de la commercialisation des produits de base, de l'agriculture urbaine, de l'emploi rural, de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments. Ses travaux touchant le développement sont axés sur le renforcement des capacités à moyen et à long terme et l'investissement dans ces secteurs, et sur l'analyse des causes sous-jacentes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire au niveau des politiques, des programmes et des stratégies mondiaux, régionaux et nationaux. Le PAM fournit depuis longtemps et efficacement une assistance alimentaire, à la fois dans des situations d'urgence et dans le cadre du développement, notamment en mettant à disposition ses compétences spécialisées en matière de programmes de protection sociale et de filets de sécurité, d'activités de transfert de vivres ou de transferts monétaires, de programmes de nutrition et d'alimentation scolaire. Il a bonne réputation auprès des donateurs pour ce qui est des opérations, en particulier en ce qui concerne les capacités logistiques, les télécommunications, le ciblage et l'intervention rapide. Ses nombreux employés chargés de l'évaluation sur le terrain permettent au PAM de conduire rapidement des analyses des moyens de subsistance, des marchés et de la nutrition ainsi que des analyses spatiales, notamment en cas de catastrophe survenant brutalement, et d'appuyer les stratégies et politiques nationales en faveur de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la réduction des risques de catastrophe.

9. **Renforcement des institutions et des capacités.** La FAO et le PAM jouent tous deux un rôle important dans le renforcement des capacités des partenaires institutionnels en matière de SISAN, y compris grâce à l'application du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. La FAO renforce les capacités à long terme des gouvernements en matière de collecte, d'analyse et de diffusion de données et de statistiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et elle travaille avec des organisations régionales et les pouvoirs publics en vue de mettre à disposition des méthodes et des outils appropriés pour renforcer les capacités. Le PAM appuie quant à lui directement les capacités des contreparties nationales en matière de collecte, de traitement et d'analyse des données en assurant à la fois en cours d'emploi et en dehors du lieu de travail le développement des compétences nécessaires à la réalisation d'évaluations des besoins d'urgence, d'analyses de la vulnérabilité, du suivi de la sécurité alimentaire et d'études de marché ainsi qu'à la mise à disposition de produits d'alerte rapide.
10. **Évaluations.** Le PAM et la FAO disposent chacun de compétences spécialisées pour évaluer la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance. Ils codirigent des missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire, et participent à des processus d'évaluation interinstitutions comme ceux que dirige l'Équipe spéciale d'évaluation des besoins du Comité permanent interorganisations, et aux évaluations des besoins consécutifs à une catastrophe conduites par le système des Nations Unies, la Banque mondiale, la Communauté européenne et les gouvernements. Le PAM est un chef de file reconnu pour ce qui est d'aider les pays à mener des évaluations et des enquêtes de référence sur la sécurité alimentaire au niveau des ménages et des communautés (plus d'une centaine par an), y compris des missions conjointes d'évaluation réalisées avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des enquêtes sur la nutrition menées en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires. La FAO a élaboré des directives pour l'évaluation et la formulation de programmes relatifs aux urgences agricoles, l'outil d'évaluation des moyens de subsistance et les Directives et normes de secours du bétail. Le PAM a quant à lui établi des directives pour la réalisation d'évaluations des besoins d'urgence, l'adoption de données de référence sur les moyens de subsistance et le suivi.

11. ***Suivi et alerte rapide.*** La FAO a des capacités solides pour apporter un concours aux systèmes nationaux et régionaux de suivi et d'alerte rapide, par l'intermédiaire du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES), de l'évaluation rapide des catastrophes agricoles et du logiciel AgrometShell. Le PAM dispose d'un vaste réseau d'agents pour appuyer les systèmes nationaux et infranationaux de suivi de la sécurité alimentaire. Ce réseau permet d'intégrer l'analyse des marchés et des prix, et du climat et des risques, les données de télédétection et le profil de risque des groupes vulnérables, ainsi que des prévisions concernant les populations touchées par des chocs, afin d'appuyer l'alerte rapide et la préparation aux situations d'urgence. Les deux organismes sont membres du Partenariat mondial pour le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, et encouragent l'utilisation d'outils prévisionnels communs comme le projet de modélisation de l'impact des catastrophes.
12. ***Données et statistiques.*** La FAO et le PAM génèrent conjointement un large éventail de données, de statistiques et d'analyses en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau mondial, régional et national. La FAO gère et tient à jour FAOSTAT, la base de données la plus complète au monde en matière de statistiques alimentaires et agricoles, et joue un rôle de chef de file dans la mise en œuvre de la Stratégie mondiale interinstitutions pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales. En collaboration avec la Banque mondiale et les bureaux de statistique nationaux, le PAM collecte et analyse des informations liées à la sécurité alimentaire concernant les revenus des ménages, et conduit et analyse des enquêtes sur les dépenses, par le biais d'études de la mesure des niveaux de vie. Le PAM s'emploie avec la FAO à incorporer dans FAOSTAT des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire des ménages issus des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. La FAO a analysé un grand nombre d'enquêtes sur les ménages et d'autres données pour actualiser son indicateur de la dénutrition.
13. ***Analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition.*** Les travaux d'analyse conjoints menés par la FAO et le PAM comprennent le rapport annuel intitulé *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et des publications nationales comme les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire, les analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et les rapports des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire. Les deux organismes sont des spécialistes de l'analyse des causes de la malnutrition liées à l'alimentation et des méthodes d'évaluation de la diversité alimentaire des ménages.

Perspective et principes directeurs

Perspective

La FAO et le PAM uniront leurs efforts pour promouvoir la prise de décisions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle fondées sur des éléments probants, en renforçant la capacité des acteurs nationaux et régionaux d'entreprendre en temps voulu des évaluations et des analyses fiables et pertinentes, et pour devenir la référence mondiale en matière de normes, de statistiques et d'informations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

14. Le but de la Stratégie conjointe est d'améliorer les statistiques, les informations et les connaissances en vue de réduire la pauvreté, la faim et la malnutrition dans le cadre des objectifs institutionnels de la FAO et du PAM. Ces objectifs visent notamment à:

- réduire le nombre absolu de personnes souffrant de la faim, et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nourrissante leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie active et saine;
- éliminer la pauvreté et favoriser le progrès économique et social pour tous, en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en pérennisant les moyens d'existence;
- gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles [...], au profit des générations présentes et futures⁸; et
- combattre et prévenir la faim aiguë et la malnutrition dans des situations d'urgence, après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition, en sauvant des vies, en protégeant et en reconstituant les moyens de subsistance, et en investissant dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets^{9,10}.

Principes directeurs

La Stratégie conjointe en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle:

- 1) est conforme aux OMD et à la Déclaration de Paris, et s'aligne sur les travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui ont repris;
- 2) tient compte de toutes les dimensions pertinentes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- 3) englobe le développement, les situations d'urgence et le redressement, en reconnaissant les liens qui existent entre eux;
- 4) s'attaque aux problèmes sous-jacents et naissants qui menacent la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- 5) garantit la prise en compte systématique des aspects liés à la problématique hommes-femmes et à d'autres inégalités sociales;
- 6) garantit que les produits et les services répondent à la demande de façon adéquate et en temps utile;
- 7) favorise la durabilité grâce à la prise en charge nationale;
- 8) applique et élabore des méthodes et outils novateurs, en s'appuyant sur les technologies informatiques modernes; et
- 9) favorise la collaboration et les partenariats interinstitutions au niveau mondial, régional, national et local.

⁸ FAO. 2008. Rapport du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (CoC-EEI) Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO. Trente-cinquième session (session extraordinaire). 18–22 novembre 2008.

⁹ PAM. 2008. "Plan stratégique du PAM (2008–2013)" (WFP/EB.A/2008/5-A/1/Rev.1).

¹⁰ FAO. 2009. Cadre stratégique de la FAO 2010 –2019, C2009/3, Objectif stratégique I.

15. En outre, la Stratégie conjointe s'inspire des principes de la coopération:

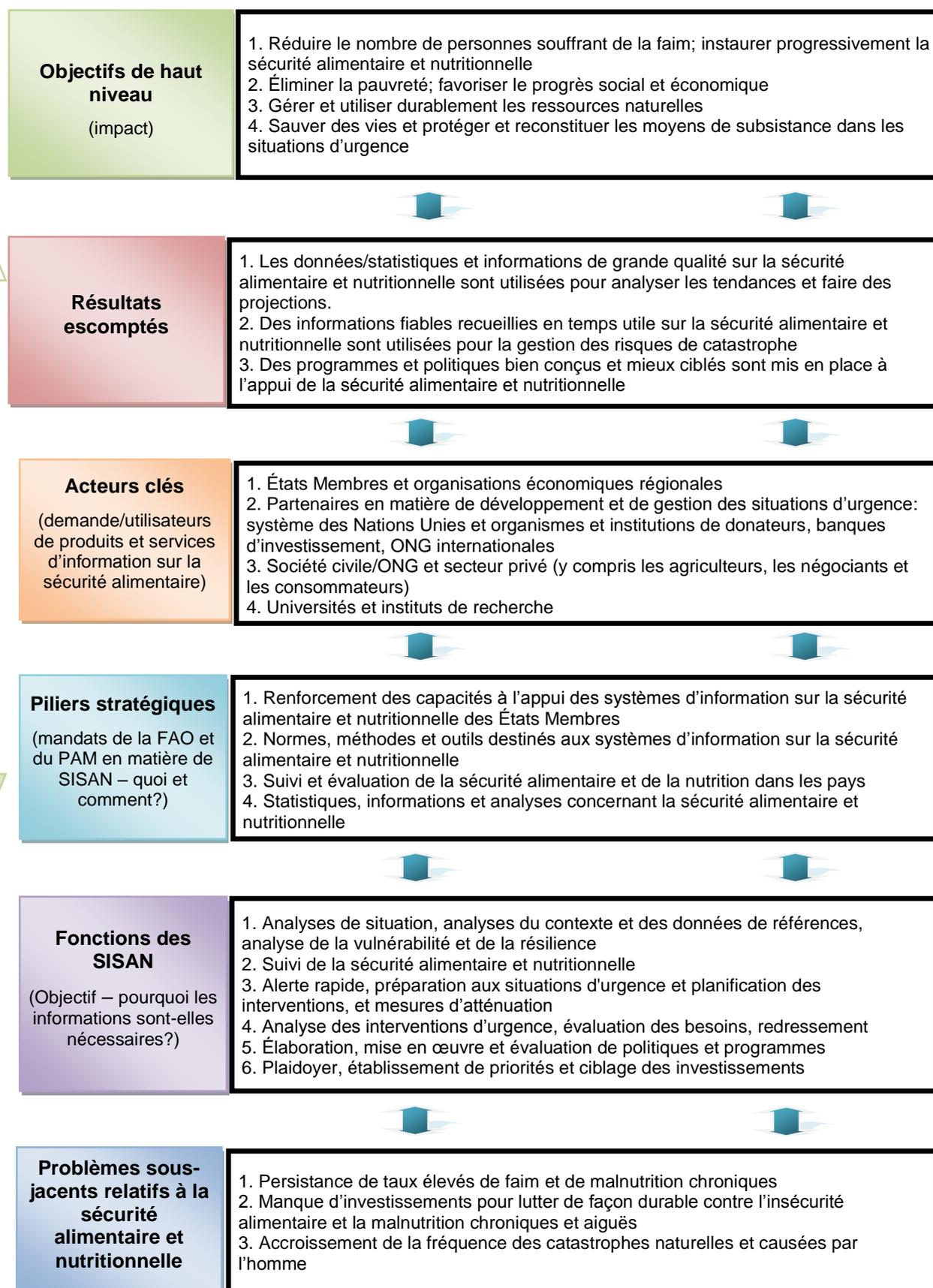
- Le PAM et la FAO s'accordent sur leurs rôles et responsabilités à l'égard de chaque pilier, et s'engagent à étendre leur collaboration à des produits communs.
- Le PAM et la FAO noueront des relations avec d'autres acteurs de la sécurité alimentaire pour appuyer les institutions nationales et régionales par l'intermédiaire du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire.
- Dans la mesure du possible, les documents d'information, les outils et les évaluations seront à visée d'intérêt général.
- Le PAM et la FAO amélioreront l'accès à l'information des utilisateurs internes et externes.

Cadre de la Stratégie conjointe pour les systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

16. La FAO et le PAM ont adopté un cadre pour les SISAN (Figure 1), qui reprend les résultats escomptés de la Stratégie conjointe et les moyens de les atteindre:

- Des données, des informations et des analyses de qualité sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont utilisées pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation d'objectifs de développement internationaux et nationaux, l'élaboration de politiques et la prise de décisions en rapport avec toute la gamme des programmes touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Des informations fiables recueillies en temps utile sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont utilisées aux fins de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe, de la programmation et de la planification.
- Des programmes et des politiques bien conçus et mieux ciblés sont établis pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

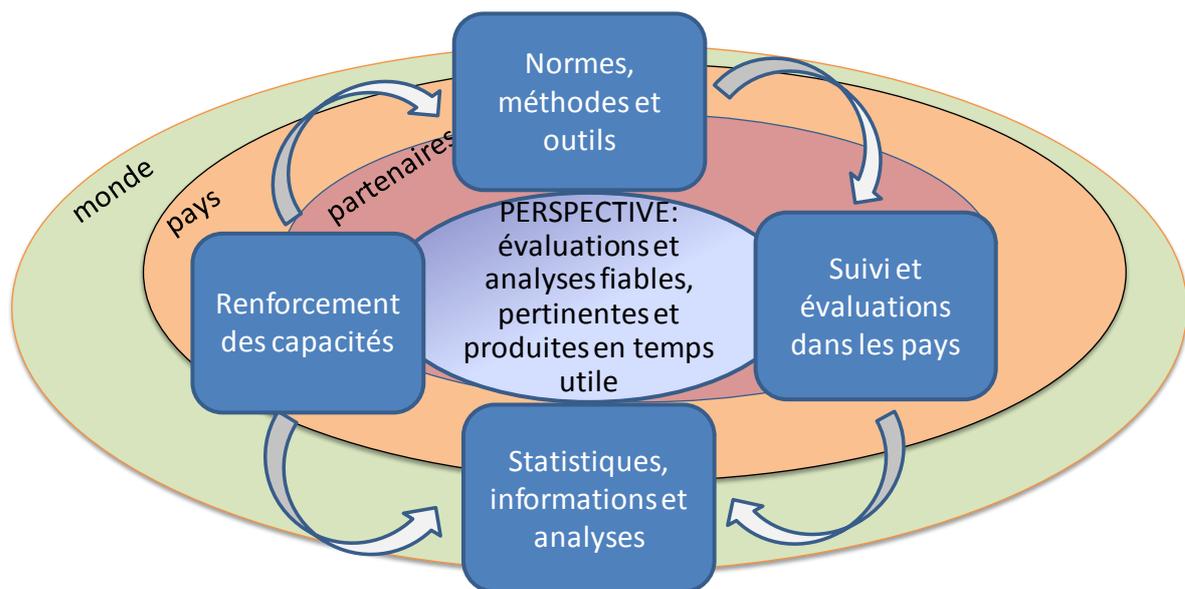
Figure 1: Cadre de la Stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle



DESCRIPTION DES PILIERS DES SISAN

17. La Stratégie conjointe est fondée sur quatre piliers interdépendants (Figure 2). Pour qu'elle porte ses fruits, il faudra mettre durablement en place les capacités voulues pour pouvoir mettre en œuvre des normes, méthodes et outils convenus, et donner ainsi aux pays et aux partenaires les moyens d'effectuer un suivi et des évaluations et de produire des statistiques et des analyses fiables. Les piliers sont décrits plus en détail ci-dessous.

Figure 2: Piliers stratégiques et environnement opérationnel de la Stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Renforcement des capacités à l'appui des SISAN dans les États Membres

Perspective: Les pays ont la capacité de recueillir, de gérer, d'analyser et de diffuser des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition aux fins de l'amélioration de la prise de décisions.

18. Les États Membres demandent souvent à bénéficier d'un appui pour pouvoir établir des institutions efficaces chargées des SISAN, en nouant des liens plus étroits entre les informations et les analyses sur la sécurité alimentaire et la nutrition et la prise de décisions et l'élaboration de politiques au niveau local.¹¹ Tout un éventail d'activités de renforcement des capacités sont nécessaires pour doter durablement les organismes et les réseaux institutionnels locaux de compétences spécialisées, compte tenu des besoins et des lacunes répertoriées¹². Le PAM et la FAO évalueront ensemble les capacités des parties

¹¹ Stacy, Roy A. 2010. *Issues and Options Associated with a Coordinated International Approach to ISFNS Institution Building*. PROJET.

¹² CE/FAO. 2009. *EC/FAO Joint Evaluation of Food Security Information for Action Programme*. Volume I. Rapport final de l'évaluation indépendante établi pour l'Union européenne, l'Office de coopération EuropeAid et la FAO. Avril 2009.

prenantes afin d'établir un ordre de priorités pour les futures activités de renforcement des capacités. Les besoins seront évalués et les capacités renforcées selon trois axes: l'environnement propice, les institutions et les personnes.

19. Au niveau des pays, la mise en œuvre des activités visant à renforcer les capacités sera fondée sur la demande et adaptée aux différents contextes, y compris le développement et les situations d'urgence (notamment dans les États fragiles). Les activités feront intervenir les bureaux publics de la statistique, et chercheront à renforcer la compatibilité et la comparabilité des informations en liant les enquêtes, le suivi et les évaluations réalisés par le PAM et la FAO aux systèmes nationaux.
20. Les programmes de renforcement des capacités seront gérés avec d'autres partenaires par l'intermédiaire du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, ce qui aidera à déterminer quelle entité (FAO, PAM, IFPRI ou autres acteurs) est la mieux à même de répondre aux besoins définis. Les partenariats avec les universités et les instituts de recherche locaux seront encouragés, y compris grâce à la création de "centres d'excellence" régionaux dans certains instituts de recherche ou universités, afin de former de futurs spécialistes de la sécurité alimentaire.

Normes, méthodes et outils destinés aux systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Perspective: Des normes et des indicateurs communs sont en place pour mesurer la portée et la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

21. La FAO et le PAM sont résolus à fournir des orientations normatives axées sur la demande en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation de données au niveau mondial, régional et national, et à diffuser des évaluations et des produits analytiques en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle étayés par des éléments probants.
22. Les activités relevant du présent pilier sont notamment les suivantes:
 - mise à disposition d'une tribune où débattre de questions techniques et politiques;
 - établissement de normes applicables aux statistiques, indicateurs et méthodes en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition¹³;
 - fourniture d'orientations normatives en matière de collecte et d'analyse de données; et
 - mise en place de mécanismes permettant le partage des meilleures pratiques.
23. Les domaines prioritaires sont notamment les normes, les outils et les méthodes permettant l'analyse par les gouvernements des statistiques disponibles sur la faim, les directives sur la nutrition et les stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition en milieu urbain, ainsi que le perfectionnement du modèle de simulation des impacts des crises sur le revenu des ménages et leur consommation alimentaire. Pour traiter ces priorités, la FAO collaborera avec le PAM en vue de consolider et d'améliorer les méthodes et les outils se rapportant aux statistiques sur la faim. Les travaux normatifs sur l'analyse de la nutrition seront axés sur les questions liées à l'alimentation (comme l'utilisation et les indicateurs de la consommation alimentaire), pour que les interventions

¹³ En ce qui concerne les indicateurs de la nutrition dans le domaine de la santé publique, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF sont des chefs de file reconnus au sein du système des Nations Unies, la FAO fournissant des estimations des produits alimentaires disponibles pour la consommation et des taux de dénutrition, ainsi que des informations sur la composition des aliments. La FAO et le PAM ont tous deux conduit des travaux sur les méthodes de mesure de la diversité alimentaire.

reposent sur des informations suffisantes. Il conviendra de chercher à établir des partenariats avec l'UNICEF et d'autres organismes pertinents.

24. Le PAM affinera les directives relatives aux évaluations et analyses des situations d'urgence au niveau des ménages, tout en menant en collaboration avec la FAO des analyses liées à la réduction des risques de catastrophe. La FAO et le PAM élaboreront des méthodes et des outils normalisés de collecte et d'analyse de données utiles au suivi de la sécurité alimentaire.

Suivi et évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays

Perspective: Le suivi et les évaluations destinés à étayer les politiques, les programmes et les investissements en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fiables, pertinents et assurés en temps utile.

25. Les évaluations fiables et neutres de la sécurité alimentaire réalisées par le PAM et la FAO valent à ceux-ci la considération générale¹⁴. Les contributions impartiales aux SISAN sont fondées sur leur participation constante et coordonnée à des évaluations et des analyses menées conjointement avec des États Membres, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales.
26. Au titre du présent pilier, le PAM et la FAO sont tenus de mener, dans la mesure du possible, des activités conjointes d'évaluation et de suivi. Cela signifie notamment qu'il faut harmoniser les évaluations des interventions d'urgence de la FAO et le réseau d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM pour assurer un bon rapport coût-efficacité et être réactif face aux besoins des parties prenantes, afin que des décisions pertinentes puissent être prises sans délai. Pour ce faire, les deux organismes devront regrouper leurs travaux de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition et éviter les chevauchements. Le PAM et la FAO s'attachent également à partager les informations sur les plans établis avec les partenaires gouvernementaux en matière d'évaluation et sur les échanges avec eux.
27. En outre, les deux organismes s'engagent à organiser des consultations préalables au sujet des nouvelles questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, dans la mesure du possible, à les analyser conjointement.
28. Le renforcement des capacités et de la prise en charge nationales nécessite une coordination avec le pilier relatif au renforcement des capacités. Compte tenu de la valeur des évaluations externes réalisées par le PAM et la FAO, le rôle que joueront les gouvernements en matière d'évaluation sera variable. Le renforcement de la prise en charge nationale là où la gouvernance est faible sera évalué au cas par cas.
29. Les deux organismes s'emploieront à améliorer la complémentarité en rapprochant davantage les évaluations des besoins d'urgence et celles du développement, et en établissant des liens entre les évaluations des besoins d'urgence et les données de référence et le suivi.
30. La diffusion transparente et rapide aux décideurs des produits et recommandations issus des évaluations, et leur présentation en tant que biens collectifs, sont essentielles et

¹⁴ On peut prendre pour exemples les missions d'évaluation conjointes HCR/PAM, les enquêtes nutritionnelles UNICEF/PAM, les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire FAO/PAM et le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

requerront une intégration rigoureuse des travaux menés dans le cadre des piliers relatifs aux évaluations ainsi qu'aux statistiques et analyses.

31. Les travaux menés dans le cadre du pilier relatif aux évaluations seront harmonisés avec ceux relevant du pilier relatif aux normes, méthodes et outils pour favoriser l'incorporation dans les évaluations d'indicateurs normalisés relatifs à la consommation et à la diversité alimentaire ainsi qu'à l'état nutritionnel des ménages. Les deux piliers appuieront également l'organisation de consultations consacrées aux différentes interventions envisageables.

Statistiques, informations et analyses concernant la sécurité alimentaire et la nutrition

Perspective: La FAO et le PAM sont les références mondiales en matière de statistiques, d'analyses et d'informations pertinentes, comparables, fiables et disponibles en temps voulu sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

32. Les organismes s'engagent tous deux à fournir des biens collectifs mondiaux, sous la forme de statistiques et d'analyses régionales, nationales et infranationales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes, en vue de leur utilisation dans les SISAN dirigés par les pays.
33. La FAO et le PAM jouent des rôles complémentaires et interdépendants dans la mise à disposition de biens collectifs mondiaux, et ils s'emploieront à accroître la valeur ajoutée des produits d'information sur l'alimentation et la nutrition. Pour cela, il leur faudra:
- harmoniser les biens collectifs mondiaux afin de parvenir à l'homogénéité, la cohérence et l'intégration, et de minimiser les chevauchements. Les deux organismes définiront une série minimum de produits analytiques à délivrer en coordination avec des partenaires spécifiques, conviendront d'indicateurs communs pour les bases de données, et harmoniseront les définitions des indicateurs et les méthodes de collecte de données; ce point est étroitement lié au pilier relatif aux normes, méthodes et outils;
 - synthétiser davantage les activités de collecte et d'analyse de données menées séparément pour créer un "flux de données continu";
 - s'entretenir régulièrement avec les utilisateurs au sujet de leurs besoins en matière d'information et chercher à connaître leurs réactions, afin de garantir une bonne connaissance des produits disponibles et de comprendre comment ils sont utilisés dans les pays. Les organismes gouvernementaux et partenaires jouiront d'un meilleur accès aux biens collectifs mondiaux; pour cela, il faut que des données nationales existent et soient partagées; et
 - renforcer la diffusion en temps utile de produits d'information.
34. Le présent pilier fait progresser la perspective de la création d'un centre d'échange mondial de statistiques, d'informations et de produits analytiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à l'établissement d'un portail Web commun sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
35. La nature conjointe de cette initiative permettrait aussi de s'assurer de l'exactitude des produits présentés et d'en garantir la transparence. La FAO jouera un rôle important ici, car elle rassemble de nombreuses séries de données statistiques rétrospectives sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

CONSIDÉRATIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE

Prise en charge nationale

36. Sur le plan opérationnel, la Stratégie conjointe devra être concrètement mise en œuvre aux niveaux national et régional de la FAO et du PAM et avec des partenaires régionaux et nationaux. Les priorités, les besoins et les capacités des gouvernements nationaux et des institutions intergouvernementales régionales déterminent les domaines dans lesquels la FAO et le PAM doivent collaborer. Les gouvernements et les partenaires de développement locaux participeront à la planification et la prise de décisions, ainsi qu'au renforcement des capacités nationales et régionales de mise en œuvre des SISAN.

Mécanismes de collaboration

37. Un comité directeur orchestrera la mise en œuvre de la Stratégie conjointe et en assurera le suivi, définira les activités prioritaires et servira d'interlocuteur aux instances mondiales, notamment le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le Comité permanent de la nutrition. Il est proposé que ce comité directeur soit coprésidé par le Directeur de la Division des programmes du PAM et le Sous-Directeur général du Département du développement économique et social de la FAO. Le comité directeur se réunira chaque trimestre; le président pourra organiser des réunions supplémentaires et créer des groupes de travail.

38. Dans le cadre du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, un secrétariat interinstitutions appuyé par la FAO, le PAM, l'IFPRI et d'autres partenaires sera mis en place; les travaux que mèneront la FAO et le PAM au titre de la Stratégie conjointe seront facilités par ce même secrétariat, et des liens seront établis avec d'autres initiatives de premier plan, comme le Système d'information sur les marchés agricoles et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

39. Outre le secrétariat, les intervenants ci-après appuieront la mise en œuvre de chaque pilier:

- *Les représentants de la FAO et du PAM pour chaque pilier:* pour veiller à ce que la mise en œuvre soit conforme à la perspective énoncée au titre de chaque pilier ainsi qu'aux résultats escomptés; et
- *Le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire:* pour appuyer la hiérarchisation des priorités s'agissant des demandes d'aide adressées à la FAO et au PAM au profit des SISAN, car ce réseau représente la communauté de pratique avec laquelle la FAO et le PAM travailleront.

40. Des mandats seront élaborés pour les diverses fonctions d'appui des structures des SISAN.

Partenariats

41. C'est principalement par l'intermédiaire du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire que la Stratégie conjointe est mise en œuvre et que les partenariats sont établis. Parmi les autres partenaires figurent les gouvernements, les institutions régionales, les ONG nationales et internationales, le FIDA, l'IFPRI, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le HCR, l'UNICEF, le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET) financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international, le Département de l'agriculture des États-Unis, la Banque mondiale, le World Resources

Institute et le Centre commun de recherche de l'Union européenne. La Stratégie conjointe suivra l'approche "Unis dans l'action" du système des Nations Unies.

42. Le PAM et la FAO contribueront aux travaux interinstitutions en cours sur l'évaluation des besoins humanitaires¹⁵, à la faveur de leurs travaux dans le cadre du module de la sécurité alimentaire et des activités pertinentes relevant d'autres modules d'action groupée des Nations Unies, comme ceux de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de la nutrition.

Financement

43. La FAO et le PAM ont énormément investi en vue de renforcer les capacités des SISAN dans les États Membres, les organisations régionales et au niveau interne. Afin d'orienter efficacement la prise de décisions à l'échelle mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, il a été recommandé d'investir au moins 1 pour cent du budget total des programmes dans la création et la mise en œuvre de systèmes d'information¹⁶. Une stratégie de financement sera élaborée pour mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre des activités conjointes du PAM et de la FAO en matière de SISAN.
44. Le comité directeur s'emploiera à dégager des financements conjoints au profit de certaines composantes de la Stratégie.

Communication et plaidoyer

45. Les activités de communication menées dans le cadre de la Stratégie conjointe s'appuient sur les stratégies de communication du PAM¹⁷ et de la FAO¹⁸ et sont conformes aux principes humanitaires¹⁹. Le PAM et la FAO s'engagent à élaborer des stratégies de communication permettant de répondre en temps utile aux besoins d'information des parties prenantes locales et internationales compte tenu de leurs intérêts et priorités et de leur capacité d'utiliser les produits d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela pourra englober la mise en ligne d'un portail Web commun sur la sécurité alimentaire.
46. Un plan de communication interinstitutions appuiera la Stratégie conjointe; il mettra en place des systèmes et protocoles permettant un partage horizontal et vertical de l'information. La Stratégie conjointe sera également étayée par un plan de communication interne visant à stimuler l'engagement du personnel et de la direction.

¹⁵ Par exemple, les travaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur les évaluations des besoins multisectoriels.

¹⁶ PAM. "Évaluation du plan de mise en œuvre destiné à renforcer les capacités d'analyse des besoins d'urgence du PAM" (WFP/EB.2/2007/6-A).

¹⁷ PAM. "Stratégie de communication du PAM" (WFP/EB.A/2008/5-B).

¹⁸ FAO. Politique et stratégie de communication de l'organisation (2000); Stratégie de gestion des connaissances de la FAO (mars 2011).

¹⁹ PAM. "Principes humanitaires" (WFP/EB.1/2004/4-C); "Note sur l'accès aux populations à des fins humanitaires et conséquences pour le PAM" (WFP/EB.1/2006/5-B/Rev.1).

47. Les fonctions fondamentales que sont la sensibilisation et le plaidoyer sont également liées à la communication, comme elles le sont aux partenariats et au financement. Des informations fiables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, délivrées en temps utile et étayées par des éléments probants, favoriseront le plaidoyer, et des objectifs et des stratégies seront définis conjointement avec les organismes et les équipes de pays des Nations Unies. Grâce à leur travail au sein des modules d'action groupée, le PAM et la FAO rationaliseront l'utilisation des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et s'en serviront pour engager les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes à s'attaquer de manière globale à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM EN MATIÈRE DE SISAN

**Renforcement des capacités à l'appui des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des États Membres
(50 pour cent des financements requis)**

BIENS ET SERVICES	CALENDRIER	LIEU	PARTENAIRES CLÉS
Résultat 1: Les besoins, les lacunes et les partenaires clés en matière de renforcement des capacités des SISAN sont recensés dans les pays cibles			
1) Évaluation des capacités nécessaires pour les SISAN: a) Tester les évaluations des capacités nécessaires pour déterminer les possibilités et besoins en matière de renforcement des capacités b) Mener les évaluations dans des pays supplémentaires	2012–2013 2014–2017	4–7 pays ~20 pays	Institutions menant des activités pertinentes en matière de renforcement des capacités
2) Élaboration de directives, méthodes et outils normalisés touchant l'évaluation des capacités nécessaires en matière de SISAN	Fin 2013	N/A	IFPRI (au sein du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire)
3) Soutien de la FAO et du PAM à la création du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire	2012–2013	Rome (Secrétariat), régions et pays	IFPRI, organisations régionales, États Membres; ONG, partenaires de développement
Résultat 2: La capacité du personnel des partenaires nationaux d'appuyer la collecte de données liées aux SISAN, leur traitement et leur analyse est renforcée dans les pays cibles			
4) Mise en œuvre d'activités choisies visant à renforcer les capacités, compte tenu des avantages comparatifs de la FAO et du PAM	2013–2016	À confirmer en fonction des résultats des évaluations des capacités nécessaires	IFPRI, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)
Résultat 3: L'accès aux données relatives aux compétences spécialisées, aux outils et aux méthodes de la FAO et du PAM en matière de renforcement des capacités est accru dans différents domaines des SISAN			
5) Établissement d'une base commune rassemblant le matériel pédagogique, les outils, les méthodes, les compétences spécialisées et les directives existants	Fin 2012	Siège	Projet d'évaluation des capacités, Africa Lead, FEWS NET, IFPRI, universités régionales, UNICEF
6) Élaboration d'une base de données commune concernant les compétences spécialisées liées aux SISAN	2012–2013	Siège	Projet d'évaluation des capacités, Conseil norvégien pour les réfugiés



PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM EN MATIÈRE DE SISAN

**Normes, méthodes et outils pour les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
(10 pour cent des financements requis)**

BIENS ET SERVICES	CALENDRIER	LIEU	PARTENAIRES CLÉS
Résultat 1: Les méthodes et outils liés aux statistiques sur la faim sont encore renforcés et améliorés			
1) Élaboration de méthodes et d'outils pour ventiler par sexe les données nationales	2012–2017	Siège	FIDA, UNICEF, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)
Résultat 2: Les méthodes et outils de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des ménages sont renforcés et améliorés			
2) Normalisation des méthodes de mesure de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	2012–2017	Monde	UNICEF; IFPRI; Centre commun de recherche; collaboration possible avec le FIDA
3) Amélioration du modèle de mesure des impacts des crises sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	2012–2013	Siège et pays choisis	Banque mondiale, Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement, IFPRI, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Résultat 3: Les méthodes et outils nécessaires pour améliorer l'analyse des nouveaux problèmes touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont établis			
4) Formulation d'orientations et de meilleures pratiques en matière d'utilisation des données issues des évaluations aux fins de l'analyse des interventions menées	2012–2013	Siège	Projet d'évaluation des capacités, Africa Lead, FEWS NET, IFPRI, universités régionales, UNICEF
5) Établissement d'un cadre analytique pour lier le changement/la variabilité climatiques à la situation des ménages en matière de sécurité	2012–2016	Siège	Projet d'évaluation des capacités, Conseil norvégien pour les réfugiés
6) Perfectionnement et mise à l'essai de stratégies pilotes pour l'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain	2012–2013	Siège et pays choisis	Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain; Groupe de référence du Comité permanent interorganisations; Équipe spéciale chargée de la question des défis humanitaires en milieu urbain; HCR



PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM EN MATIÈRE DE SISAN

Suivi et évaluations dans les pays (30 pour cent des financements requis)

BIENS ET SERVICES	CALENDRIER	LIEU	PARTENAIRES CLÉS
Résultat 1: Le suivi des menaces traditionnelles et nouvelles qui pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est amélioré			
1) Réalisation d'un suivi renforcé des prix au niveau national et infranational	2012–2016	Monde	FEWS NET; IFPRI
2) Élaboration d'un classement des pays et des populations en crise nécessitant une assistance alimentaire extérieure	2012–2013	Siège	Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Comité permanent interorganisations
Résultat 2: L'intégration et l'harmonisation du suivi, de l'analyse et de l'alerte rapide sont accrues			
3) Mise en place d'une plate-forme commune pour rationaliser les activités de suivi et d'alerte rapide dans les pays	2012–2016	2 pays /an	FEWS NET, Centre commun de recherche, Surveillance globale pour la sécurité alimentaire (GMFS), Institut international de recherche
4) Application du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	2012–2017	20 pays	FEWS NET, Oxfam, CARE, Save the Children, Centre commun de recherche
Résultat 3: La qualité et la fiabilité des évaluations sont améliorées			
5) Mise au point: i) d'un cadre d'évaluation conjoint incorporant la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance; et ii) d'une évaluation intégrée grâce à l'appui conjoint aux processus interinstitutions. Regroupement des activités de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des travaux d'évaluation afin d'éviter les chevauchements	2012–2013	Siège	ONG, universités, Groupe de travail sur l'évaluation des besoins du Comité permanent interorganisations, PNUD/Banque mondiale
6) Réalisation d'évaluations coordonnées et conjointes (sécurité alimentaire, agriculture, nutrition)	2012–2016	Pays	Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire; gouvernements nationaux et membres des modules d'action groupée



PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CONJOINTE DE LA FAO ET DU PAM EN MATIÈRE DE SISAN

Statistiques, informations et analyses se rapportant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
(10 pour cent des financements requis)

BIENS ET SERVICES	CALENDRIER	LIEU	PARTENAIRES CLÉS
Résultat 1: Les statistiques, les informations et les analyses concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle répondent aux besoins des utilisateurs, tiennent compte des nouveaux problèmes et sont facilement accessibles			
1) Mise en œuvre d'une stratégie conjointe de communication FAO/PAM axée sur: a) l'analyse des besoins des parties prenantes en matière d'information (tous les 2 ans); et b) des indicateurs harmonisés pour évaluer l'accès aux produits relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et leur utilisation	2012, 2014, 2016 à compter de 2013	Niveau mondial, régional et national	Communauté des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
2) Production de séries chronologiques de données harmonisées pour: a) les indicateurs de sécurité alimentaire; b) les données relatives aux marchés et aux prix; et c) les pays et les populations en crise	2012–2017	Niveau mondial	
Résultat 2: La FAO et le PAM s'assurent de la cohérence réciproque de leurs produits et services liés aux SISAN et maintiennent la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle parmi les principales priorités des programmes d'action			
3) Publication conjointe du rapport sur <i>L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde</i>	2012–2017	Siège	FIDA
4) Parution de publications nationales sur <i>L'état de la sécurité alimentaire</i> (liées au rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde)	2012–2014	6 pays	Gouvernements
5) Mise en ligne d'un portail Web commun pour l'accès aux informations et aux données de la FAO et du PAM sur la sécurité alimentaire et la nutrition	2012–2017	Siège	



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

EMPRES	Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FIDA	Fonds international de développement agricole
GMFS	Surveillance globale pour la sécurité alimentaire
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
SISAN	systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme